

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROLEIN

Quai des Indes
76200 DIEPPE

Références :UDRD.2022.12.R11
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement PROLEIN implanté Quai des Indes 76200 DIEPPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée a été motivée par une plainte liée aux odeurs d'un riverain le 22 novembre 2022. Cette récente plainte fait suite à celles enregistrées au cours de l'été et pour lesquelles des actions correctives avaient été mises en place par l'exploitant. Le but de cette visite était de vérifier l'effectivité de la mise en oeuvre des nouvelles dispositions et de déterminer si ces dernières devaient être complétées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLEIN
- Quai des Indes 76200 DIEPPE
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines.
L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

La station d'épuration traite les effluents du procédé d'extraction. A terme, elle produira du biogaz à partir des composés organiques présents dans ces eaux résiduaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Odeurs liées à la station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 4.3.11	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une vigilance particulière sur le sujet odeur a été mise en oeuvre par l'exploitant qui, dès qu'il détecte une dérive, choisit d'arrêter sa production. Toutefois les éléments mentionnés dans le rapport montrent un manque de maîtrise dans le déploiement des solutions palliatives mises en oeuvre suite aux problèmes rencontrés au mois d'août.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs liées à la station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.1.3. ODEURS Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires. Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif. ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Constats :

Suite aux nuisances générées par la station d'épuration pendant le mois d'août, l'exploitant avait mis en oeuvre les actions correctives listées dans le rapport de notre visite du 22 septembre 2022. Début octobre, malgré ces actions, des odeurs ont à nouveau été senties sur le site, a priori uniquement à l'intérieur de l'emprise de l'exploitation (aucune plainte recensée). L'exploitant a décidé d'arrêter sa production pour ne pas que les nuisances olfactives s'aggravent et incommode le voisinage. L'inspection avait alors notamment demandé à l'exploitant de lui fournir les solutions mises en oeuvre avant redémarrage ainsi que celles de secours qui auraient été déployées au besoin.

L'exploitant s'était alors engagé à :

- mettre en place avant redémarrage une couverture flottante (Hexa-cover) sur le Bassin Tampon
- mettre en place une unité mobile supplémentaire de traitement des odeurs par charbons actifs en sortie de l'unité de désodorisation fixe du bassin tampon

Le 22 novembre 2022, une plainte relative aux odeurs a été remontée par un riverain. L'inspection a décidé de déclencher une visite inopinée afin de vérifier que les dispositions complémentaires déclarées par l'exploitant pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents suite aux nuisances générés par la station d'épuration avait été mises en oeuvre.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'unité de traitement des odeurs mobile supplémentaire par charbons actifs en sortie de l'unité de désodorisation fixe du bassin tampon avait été mise en oeuvre. Toutefois, plusieurs éléments de mise en oeuvre ont interpellé l'inspection (voir photos) :

- l'unité mobile était reliée à l'unité principale de désodorisation par plusieurs conduits souples reliés entre eux par du ruban adhésif qui laissait passer de l'air ;
- la jonction entre le conduit souple et l'unité mobile était partiellement réalisée avec du ruban adhésif mais laissait passer de l'air ;
- la jonction entre le conduit souple et l'unité fixe était un emboîtement maintenu par un tendeur.

L'inspection a demandé à l'exploitant, avant tout redémarrage, de mettre en oeuvre une solution plus efficace en terme d'étanchéité et plus pérenne.

Dans la journée et la nuit qui ont suivi, l'exploitant a mis en oeuvre une solution par tubes PVC (au lieu de des conduits souples) connectée au moyen de raccords et réductions adaptés (au lieu du ruban adhésif).

Si l'inspection a noté favorablement le degré de réactivité de l'exploitant pour arriver à une situation acceptable, elle tient à indiquer que le niveau de mise en oeuvre constaté lors de son arrivée n'est pas celui attendu sur un site qui vient d'être reconstruit.

En complément, et pour infirmer l'idée qui consisterait à penser que la station est déjà saturée alors que la production est loin d'avoir atteint son niveau nominal, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre avant fin décembre 2022 une étude démontrant le bon dimensionnement de la station d'épuration, en considérant d'une part les effluents réels reçus par la station à la période actuelle, et les effluents qu'elle est susceptible de recevoir lorsque la production sera arrivée à au niveau nominal. L'étude documentera les différents paramètres pertinents tels que caractéristiques des effluents (DCO, DBO, azote, protéines...), quantité, ainsi que tout autre élément de nature à parvenir à la démonstration attendue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2020, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le puit de relevage de la station d'épuration, bypassé dans la nouvelle utilisation de cette dernière et censé être vide, contenait du liquide. L'exploitant a déclaré que ce liquide provenait de la cuve de tamponnement des eaux pluviales. Cette cuve permet à l'exploitant de mesurer les paramètres des eaux pluviales avant rejet au milieu récepteur si celles-ci sont conformes. L'exploitant a déclaré qu'en cas de non-conformité, les eaux pluviales sont envoyées vers la station d'épuration pour traitement. Selon l'exploitant, les non-conformités relevées sur les paramètres DCO et MES des eaux pluviales sont dues à la chute de pulpe de colza dans la cour depuis un transporteur. L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour éviter les salissures de pulpe de colza, y compris dans la période transitoire de démarrage de l'usine et qu'à l'issue de cette période, la qualité des eaux pluviales leur permettent à nouveau d'être rejetées au milieu naturel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Couverture du bassin tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.1.3. ODEURS Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires. Chaque unité de désodorisation est composée par un biofiltre associé à un filtre à charbon actif. ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la couverture du bassin tampon, initialement perméable, avait été rendu étanche. L'exploitant a déclaré qu'un test de fumée avait eu lieu pour en vérifier l'efficacité et qu'il était en attente du rapport. Le rapport daté du 28/11/2022 conclut les travaux d'amélioration de l'étanchéité de la couverture sont satisfaisants mais signale que lors la présence d'un vent dominant, une légère fuite de la fumée a été constatée et indique qu'il est encore possible d'améliorer l'étanchéité de la couverture à l'endroit de la périphérie du Bassin. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un mois le plan d'actions permettant de répondre aux conclusions du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois